



PRÉFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
des territoires

Service Eau Environnement et Forêt
Affaire suivie par: Françoise
BEAUMONT et Bruno BOUSQUET
Téléphone: 04 88 17 85 70-85 91

Courriel:
francoise.beaumont@vaucluse.gouv.fr
bruno.bousquet@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ
du **14 NOV. 2019**

portant ouverture d'une enquête publique préalable à l'extension d'une centrale photovoltaïque flottante sur la commune de Piolenc (84)

LE PRÉFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 341-4 et 5, R. 123-1 à R. 123-27 relatifs aux enquêtes publique préalable portant sur des projets susceptible d'affecter l'environnement ;

VU le Titre II du livre 1er, chapitre 3, section 1 du code de l'environnement concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

VU le code de l'Urbanisme, notamment les articles R. 422-2 et R. 423-57 ;

VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

VU le décret du 9 mai 2018 publié au journal officiel du 10 mai 2018 portant nomination de M. Bertrand GAUME en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 publié au journal officiel du 30 décembre 2016 portant nomination de Mme Annick BAILLE, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts en qualité de directrice départementale des territoires de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2018 donnant délégation de signature à Mme Annick BAILLE, directrice départementale des territoires de Vaucluse et l'arrêté préfectoral du 29 août 2019 donnant subdélégation de la directrice départementale des territoires ;

VU la demande de permis de construire (PC n° 08409119N0084) d'une centrale solaire photovoltaïque flottante sur le territoire de la commune de PIOLENC au lieu-dit "L'ILE AUX RATS" présentée le 23/08/2019 par la société AKUO ENERGY 140 Avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS ;

VU le dossier soumis à l'enquête publique annexé au présent arrêté ;

VU les pièces du dossier d'enquête publique comprenant notamment (article L.122-1,V et VI du code de l'environnement) :

- les pièces du permis de construire dont l'étude d'impact et l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 12 novembre 2019 ;
- le mémoire de réponse du maître d'ouvrage à l'avis de l'Autorité Environnementale pour ce permis de construire ;

VU la décision n°E19000147 / 84 du 28/10/2019 du Président du Tribunal Administratif de NÎMES désignant Monsieur Philippe LAUREAU, en qualité de commissaire enquêteur ;

CONSIDERANT :

- que la puissance du projet de centrale photovoltaïque flottante de PIOLENC est estimée entre 5 et 7 MWc ;
- qu'il y a donc lieu de soumettre la demande de permis de construire du projet à enquête publique conformément aux dispositions de l'article R 123-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête ;

CONSIDERANT que ce dossier est constitué conformément aux dispositions des codes précités ;

SUR proposition de Mme la directrice départementale des territoires de Vaucluse ,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : objet et durée de l'enquête

Dossier de mise en place d'une centrale photovoltaïque flottante sur la commune de Piolenc (84).

Une enquête publique est ouverte dans le département du Vaucluse du mercredi 4 décembre à 9H00 au vendredi 3 janvier 2020 à 12H00 (soit 30,5 jours consécutifs) sur le dossier présenté par la société Akuo Energy en vue de la mise en place d'une centrale photovoltaïque flottante sur la commune de Piolenc (84420).

L'enquête se déroulera sur la commune suivante : Piolenc (84420).

ARTICLE 2 : responsable du projet

Le responsable du projet est la société : AKUO ENERGY (M. Eric SCOTTO – 01 47 66 09 90) 140 Avenue des Champs Elysées, 75 008 PARIS

ARTICLE 3 : désignation du commissaire enquêteur

Par décision du Tribunal administratif de Nîmes en date du 28 octobre 2019, Monsieur Philippe LAUREAU est désigné commissaire enquêteur.

ARTICLE 4 : consultation du dossier et observations du public

a) consultation du dossier

Les pièces du dossier, pour consultation, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles ouvert, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposées en mairie de Piolenc. Le tout sera mis à la disposition du public du 4 décembre 2019 à 9H00 au 3 janvier 2020 à 12H00 afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture de la mairie au public, tous les jours ouvrables et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Un accès gratuit au dossier est, en outre, garanti sur un poste informatique ouvert en mairie de Piolenc.

Conformément à l'article L. 123-12 du code de l'environnement, le dossier sera consultable sur le site de la Préfecture de Vaucluse à l'adresse suivante : <https://www.prefecture.de.vaucluse.fr>

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la direction départementale des territoires de Vaucluse (service eau, environnement et forêt) dès publication du présent arrêté.

b) observations du public

Les observations pourront être adressées au commissaire enquêteur à la mairie du siège de l'enquête par correspondance à l'adresse suivante :

Monsieur le commissaire enquêteur, enquête publique de mise en place d'une centrale photovoltaïque flottante sur la commune de Piolenc (84) : Mairie – 6 rue Jean Moulin– 84 420 PIOLENC.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, pendant toute la durée de l'enquête, auprès de la mairie de Piolenc.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public peut également, faire parvenir ses observations par courrier électronique à l'adresse suivante : ddt-enquetes-publiques@vaucluse.gouv.fr

ARTICLE 5 : lieux, dates et horaires des permanences

Le commissaire enquêteur siègera en mairie de Piolenc (84420), siège de l'enquête, afin de recevoir les observations du public, aux dates ci-après et pendant la tranche d'ouverture au public de la mairie :

- mercredi 4 décembre 2019 de 9h00 à 12h00 (Ouverture de l'enquête),
- mardi 10 décembre 2019 de 14h00 à 17h00,
- mardi 17 décembre 2019 de 9h00 à 12h00,
- lundi 23 décembre 2019 de 14h00 à 17h00,
- vendredi 3 janvier 2020 de 9h00 à 12h00 (Clôture de l'enquête).

ARTICLE 6 : mesures de publicité

1) **Par publication**, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pour rappel dans les 8 premiers jours suivant la date d'ouverture de celle-ci dans deux journaux locaux diffusés dans le département de Vaucluse (« La Provence et Vaucluse Matin ») par les soins de la direction départementale des territoires de Vaucluse et aux frais du demandeur.

2) **Par affichage**, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, aux lieux habituels d'affichage visible au public à tout heure (sur le lieu de l'enquête, en mairie, dans le quartier voisin, et aux emplacements habituels d'affluence du public).

L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au maire concerné qui adressera au préfet de Vaucluse (direction départementale des territoires) un certificat justifiant cette formalité.

3) **Par tout autre moyen** : panneaux lumineux de la commune, articles dans le bulletin municipal, insertion sur le site INTERNET de la commune.

4) **Le responsable du projet procédera**, sauf impossibilité matérielle justifiée, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, à l'affichage de l'avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet selon l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la, ou s'il y a lieu, des voies publiques. Elles doivent mesurer au moins 42 cm par 59,4 cm (format A2) et comporter le titre « Avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R. 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune.

ARTICLE 7: délibération et avis du conseil municipal des communes et des autres collectivités territoriales concernées par le projet

Conformément à l'article R. 181-38 du code de l'environnement, dès le début de la phase d'enquête publique, le préfet demande l'avis du conseil municipal des communes mentionnées au III de l'article R. 123-11 et des autres collectivités territoriales, ainsi que de leurs groupements, qu'il estime intéressés par le projet, notamment au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête.

Ainsi, le conseil municipal de la commune de Piolenc et la communauté de commune Aygues Ouvèze en Provence sont appelés à donner leur avis.

ARTICLE 8 : clôture de l'enquête publique

À l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et récupéré par le commissaire enquêteur. Le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le pétitionnaire et lui communiquera les observations écrites et orales, consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles dans un mémoire en réponse.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, il transmettra au préfet de Vaucluse (direction départementale des territoires) le dossier d'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, son rapport et ses conclusions motivées. Simultanément, il transmettra une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Nîmes.

Le préfet de Vaucluse (direction départementale des territoires) adressera, dès leur réception, une copie du rapport et des conclusions au pétitionnaire.

Une copie du rapport et des conclusions établies par le commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Piolenc, pour être tenue à la disposition du public pendant le délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête.

Ces documents pourront aussi être consultés, durant ce délai, à la direction départementale des territoires de Vaucluse – Service eau, environnement et forêt ainsi que sur le site de la préfecture de Vaucluse (<http://www.vaucluse.gouv.fr>).

ARTICLE 9 : décision adoptée au terme de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête publique, le préfet de Vaucluse statuera par arrêté préfectoral sur la demande au titre du code de l'urbanisme d'extension d'une centrale photovoltaïque flottante sur la commune de Piolenc au vu des pièces du dossier et des consultations réglementaires.

ARTICLE 10 : exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale des territoires de Vaucluse, le maire de la commune de Piolenc, sont chargés, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au pétitionnaire, au commissaire enquêteur et au tribunal administratif de Nîmes.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Fait à Avignon, le **14 NOV. 2019**

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des territoires,

Le directeur départemental adjoint
des territoires de Vaucluse,

Xavier AERTS